

Introduction

Obéissance, servitude, soumission

La plupart des humains entretiennent avec le pouvoir un double rapport inversé. Soit ils l'admirent dans un rapport enchanté, le renvoyant à un donné naturel ou divin. Soit ils lui appliquent une considération désenchantée, le renvoyant à des stratégies et des calculs auxquels il conviendrait de résister. Cependant, dans les deux cas, un point central du rapport *de* pouvoir et du rapport *au* pouvoir n'est pas éclairci : pourquoi les peuples acceptent-ils d'obéir aux règles qu'il impose, quel est le moteur de cet emportement par lequel les humains acceptent des contraintes collectives et des rapports de domination sans se révolter ? D'autant que ces mêmes humains, sujets, ou citoyennes et citoyens, tombent alors sous le coup d'un paradoxe : ils ne ressentent pas toujours ce qui devient une servitude comme un fardeau, mais ils ne cessent de maugréer contre les maux qu'ils endurent du fait de la domination instaurée.

Le *Discours de la servitude volontaire* (1548), rédigé par Étienne de La Boétie (1530-1563), semble ne s'attacher qu'à cette question de l'obéissance, pour autant qu'obéir signifie se soumettre à l'autorité ou au pouvoir de quelqu'un, ce terme dérivant du latin *obœdire* : prêter l'oreille à quelqu'un, se soumettre après avoir écouté. Il est vrai que l'obéissance a quelque chose à voir avec la mort (de soi, de sa particularité, de ses pulsions...). Pour autant renvoie-t-elle à un fonctionnement puérule

de l'être humain ou à un mode d'organisation du pouvoir, ou aux deux ? Et surtout, peut-on confondre obéissance, servitude et soumission, alors qu'il peut être nécessaire d'obéir à la loi qu'on s'est donnée (c'est le principe de la démocratie), tandis qu'on aura toujours du mal à justifier la servitude et la soumission ?

Un rapport de servitude

Passer, par conséquent, de l'obéissance à la servitude et à la soumission renvoie à un autre régime de pensée. Il importe même de savoir comment ces notions permettent d'esquisser une théorie globale du politique, des forces et des représentations du pouvoir, telle qu'en présente une le *Discours* de La Boétie ? D'autant qu'en première approche, ce vocabulaire — servitude, soumission — n'est pas réservé au seul traitement du politique. Il est des servitudes et des soumissions interindividuelles, de type juridique, psychologique, psychique, des dépendances envers quelqu'un ou quelque doctrine qui relèvent de motivations individuelles, susceptibles de se dissoudre dans un acte de redressement non moins individuel, sinon aidé d'un thérapeute. Ces situations ont fait les beaux jours du cinéma, tel qu'on peut les observer dans le film d'Alain Resnais, *Mon Oncle d'Amérique* (1981), lequel est construit à partir des travaux d'Henri Laborit sur les souris et des conclusions des expériences de Stanley Milgram (jusqu'à quel degré un humain accepte-t-il d'en faire souffrir un autre ?). Pour une version politique il faut se rapprocher plutôt du film *La Vague* (2008), de Dennis Gansel, portant sur une expérience de soumission accomplie par Ron Jones, sur le modèle du nazisme, intitulée *La troisième vague*.

Force est de constater pourtant qu'un point commun à chacun des modes de servitude personnelle, sociale, civile ou civique, existe : ils ne sont pas naturels, ne relèvent pas d'une *nature* humaine, mais correspondent à des constructions historiques et chaque fois spécifiques à des contextes et des échelles de pouvoir. Ils constituent un résultat, le résultat d'un *rappor*t de subordination, dont il faudrait éventuellement saisir la genèse. Aussi ne devrait-on jamais parler de servitude et de soumission en soi, mais uniquement de *rappor*t de servitude et de soumission, soulignant par là qu'on ne doit pas se résoudre à croire en une essence et une éternité de ceux-ci, et que l'on doit éviter de brider les analyses en laissant entendre qu'ils sont attribuables à une disposition naturelle à obéir.

Quant à ces deux termes, donc, il convient d'en préciser l'étymologie et la conjonction possible dans le cadre du *Discours*. « Servitude » dérive du latin : *servitudo*, signifiant esclavage, contrainte, assujettissement, tous termes qui vont entrer en scène dans cet ouvrage. Encore faut-il noter qu'une certaine tradition étymologique rapporte *servus* (esclave) à *conservare* (Augustin, Isidore de Séville), afin de mieux asseoir l'idée selon laquelle la servitude se substitue à l'exécution ; autrement dit la contrainte contribuerait à définir un degré supérieur du rapport de force interhumain dans la mesure où elle préserve la vie. Quant à « soumission », ce terme dérive de *submitto*, l'acte de se ranger sous (*sub*) l'autorité de quelqu'un ou d'être rangé sous cette autorité. Mais ce détour n'a d'importance que pour mieux conduire à amplifier le propos, s'il doit accoler les deux termes.

Car il en ressort que le second, soumission, renforce le premier, servitude, en insistant sur la part de l'être serf à sa domination.

Distinguer ainsi des *rappports* (sociaux, civils, historiques, anthropologiques) commence à donner un aperçu de ce qui pourrait s'apparenter à un fonctionnement des sociétés et des distributions du pouvoir, surtout lorsque ces distributions organisent hiérarchiquement les places et les fonctions dans la société.

L'énigme intolérable de la soumission

Cela étant, face au répertoire des types de servitudes et de soumission relatifs au pouvoir, on voit trop rapidement s'avancer des théories avantageuses pour lui : des servitudes rapportées à une prétendue nature, des servitudes par renoncement obligé ou par préférence résignée. Tel est l'esclavage, qui, sans doute, subsiste dans notre monde, même si on préfère fréquemment l'étudier sous ses formes antiques (grecques par exemple) ou classiques (l'esclavage des Noirs, le *Code noir*, etc.). L'esclavage — laissons de côté les usages métaphoriques du terme : l'homme esclave de ses passions — se définit comme un rapport de soumission à un maître, privé ou public, par fait de hiérarchie naturelle (c'est le cas dans la philosophie d'Aristote, sur laquelle nous reviendrons) ou de racisme. Privé de droits, l'esclave est ordonné à un autre pour le bien personnel de ce dernier (Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, Ia, q. 96, a.4, ccl.) et la vie domestique. Bien sûr l'anti-esclavagisme ne cesse de contredire ces dispositions, quoiqu'il ne soit guère synonyme d'abolition immédiate.

La Boétie n'évoque pas ces questions. Il se polarise sur le seul *rapport* de pouvoir, ou sur le *rapport* politique, échappant nécessairement à la nature. De ce fait, il est obligé de s'atteler à une véritable énigme : pourquoi les humains obéissent-ils à un pouvoir quelconque, notamment lorsque celui-ci ne fait pas nécessairement usage de la force, ne contrôle pas les habitants un à un grâce à une police ou une armée ? Disons, lorsqu'il se place en quelque sorte seul, comme un Un, face au plus grand nombre, le multiple ? La Boétie relève que la couardise des humains ne suffit pas à expliquer ce phénomène (les paginations des citations du *Discours* renvoient à *cette* édition, ici, p. 35). La preuve ? Ils se soumettent au pouvoir, mais ils ont le courage de partir pour la guerre afin de défendre le même pouvoir ! Ce n'est pas cette peur-là qui explique quoi que ce soit.

À ce phénomène, il faut donc trouver d'autres raisons : par exemple, une volonté de servitude ou un désir de se laisser dominer ! Une servitude, donc, mais *volontaire*, selon l'oxymore inventé par La Boétie. Et quelques autres raisons encore — habitude, durée, magie du nom de l'Un, procédures imaginaires, images, représentations, divertissements, fêtes, la religion même — que nous allons retrouver dans ce *Discours de la servitude volontaire*. En un mot, dire de la servitude qu'elle est volontaire, c'est affirmer fermement qu'elle n'est pas naturelle, et que les humains y peuvent quelque chose. Une telle thèse n'avait jamais été entendue. Encore faut-il l'étayer, ce à quoi s'attache le *Discours*. Et La Boétie redouble la surprise provoquée en reportant ces raisons sur ce qu'on traite de nos jours sous le terme « d'esthétisation » des rapports sociaux et politiques (par des représentations, des emblèmes, des

signes, des images). Le tyran — délivré de son sens grec (Sophocle, *Œdipe-tyran*), le terme est rendu disponible pour qualifier celui qui exerce un pouvoir politique sans limite —, « comment a-t-il aucun pouvoir sur vous, que par vous ? » (p. 46). La servitude ne serait donc pas subie, imposée seulement, passivement. Elle relèverait d'une activité du dominé et de sa capacité à jouer des signes du pouvoir. Le sens politique de la servitude et de la soumission serait alors le suivant : les humains donnent au tyran la puissance de leur nuire, au lieu d'instaurer une politique de l'amitié qui leur permettrait de s'extraire de la soumission.

De multiples lectures du *Discours*

On le voit, afin de tracer une autre carte de ce qui est visible et dicible concernant le collectif et le pouvoir — au sens de ce qu'un sujet peut faire faire ou croire à un autre —, La Boétie ne place pas l'analyse du pouvoir sous la seule condition de la force. Ses recherches y ajoutent un autre mode d'approche, dont il faudra commenter la méthode, laquelle consiste en une stratégie de démystification de la prégnance des images du pouvoir, par usage de la raison. Si l'évocation de la force est nécessaire, elle est insuffisante, écrit-il, puisque le tyran est parfois le plus faible, le plus seul (Un contre le grand nombre ou la multitude). La force doit bien être accompagnée d'une autre force (mentale) qui facilite l'acceptation de la domination, la non-réaction face à elle, et par conséquent le défaut d'insubordination. En un mot, le pouvoir a deux atouts : la force et la fascination. Il s'agit bien d'une théorie globale de la servitude volontaire dans l'ordre

public ou dans les rapports de pouvoir, d'une théorie culturelle de la domination et de la servitude mise en jeu, sans appui, répétons-le, sur l'idée d'une servitude naturelle. La Boétie rédige un texte polémique, grâce auquel il restructure le mode de regard sur le commun, les objets qu'il contient et la manière dont on peut les désigner et argumenter à leur sujet.

On comprend que ce *Discours de la servitude volontaire* ait trouvé, malgré des apparitions et disparitions du texte sur lesquelles nous reviendrons, de nombreux lecteurs, dans des conditions historiques différentes, sous des régimes politiques divers, et parfois sous des inspirations très hétérogènes (psychanalyse, sémiologie, histoire, etc.). Pour ne parler que des périodes récentes, deux références à des moments politiques font observer des actualisations décisives de cet opuscule. D'une part, à l'heure des tentatives de comprendre les phénomènes d'assujettissement dont ont souffert les victimes du totalitarisme — depuis les travaux de Hannah Arendt jusqu'à ceux d'André Glucksmann, et en relisant Sigmund Freud ou Theodor W. Adorno —, la lecture du *Discours* a permis quelques éclaircissements. D'autre part, à l'heure des bilans à l'endroit des pratiques démocratiques, il n'est pas indécent de se rapprocher de La Boétie, moins en ce qui regarde la figure du tyran, qu'en ce qui regarde ce qu'on appelle, sans doute un peu facilement, l'absence de participation des citoyennes et des citoyens à une hypothétique cogestion du pouvoir politique, supposée réaliser l'unité du corps politique (l'Un). D'une certaine manière, l'ouvrage ressurgit à chaque période critique de l'histoire politique, y compris au cœur des interrogations et des crises démocratiques, au moment

où certains se demandent pourquoi les peuples ne se révoltent pas, même s'il n'est pas légitime de hausser La Boétie au sommet des luttes pour la démocratie. Le fait est qu'on a souvent orienté la lecture de son ouvrage dans cette direction.

Et si l'axe choisi par lui était plus percutant et plus universel ? Dérégler la représentation du pouvoir, montrer que la politique n'est pas une sphère réservée au tyran. Alors, il reste à savoir si et comment il est possible de s'émanciper de cette servitude et soumission.